

SOCIÉTÉ • GOUVERNEMENT ATTAL

L'école des enfants du ministre de l'éducation, nouvelle jauge de sa légitimité

ANALYSE

Violaine Morin

Les choix scolaires des ministres de l'éducation nationale pour leurs enfants comptent désormais, en particulier si ces derniers sont dans l'enseignement privé. Cette pratique révèle un déplacement de la légitimité ministérielle vers le champ personnel, sur fond d'intensification de la compétition scolaire.

Publié aujourd'hui à 05h45, modifié à 07h21 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Longtemps, « l'école des enfants » n'a pas posé problème. Un ministre de l'éducation nationale inscrivait naturellement ses enfants dans l'enseignement public ou les y réinscrivait discrètement au moment de sa nomination. Dans le cas contraire, pour des ministres comme François Bayrou (1993-1997) et François Fillon (2004-2005), l'argument de la foi catholique avait suffi à clore le sujet. La polémique autour de la scolarisation des trois fils d'Amélie Oudéa-Castéra – rétrogradée aux sports et aux Jeux olympiques, son ministère d'origine, jeudi 8 février, et remplacée par Nicole Belloubet – au collège catholique Stanislas, à Paris, démontre un évident changement d'époque.

Lire aussi | [Nicole Belloubet, une nouvelle ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse nommée en pleine crise de l'école](#)

Plusieurs éléments se sont cumulés pour expliquer la violence des débats : indépendamment du choix de l'école privée, qui appartient à chaque parent, M^{me} Oudéa-Castéra a assumé une forme de séparatisme scolaire, tout en critiquant l'école publique sur la base de « souvenirs » d'absences de professeurs qui n'ont pas eu lieu. Le profil de l'établissement, visé par un rapport de l'inspection générale pour des faits d'atteintes aux valeurs de la République et de contournement des réformes, n'y est pas non plus étranger.

Avant ce cas paroxystique, la question de la scolarité des enfants – ou celle des ministres eux-mêmes – était déjà devenue un enjeu : l'inscription des enfants de Pap Ndiaye (2022-2023) à l'École alsacienne a fait débat en 2022, de même que la scolarité qu'y a effectuée Gabriel Attal, son éphémère successeur, avant d'être nommé premier ministre. L'arrivée de M^{me} Belloubet, dont les trois enfants, ainsi qu'elle-même, ont fait leur scolarité dans l'enseignement public, pourrait suspendre un temps ce débat.

Pourquoi le parcours scolaire du titulaire de la fonction et de sa famille entre désormais en compte dans l'appréciation de sa légitimité ? Première hypothèse : l'évolution des rapports de force internes au ministère de l'éducation. « *Auparavant, et presque en continu jusqu'à Vincent Peillon [2012-2014], il fallait a minima être agrégé de l'enseignement secondaire, voire universitaire, pour accéder au poste* », fait valoir la chercheuse Annabelle Allouch. Ce choix d'un ministre « parmi ses pairs » reflétait une très forte cogestion du système éducatif avec les syndicats.



Offrir cet article

Plus d'informations

de M^{me} Oudéa-Castéra lorsqu'elle a mis en avant ses valeurs « *de maman* ». Son choix, pourtant partagé par des millions d'autres familles (environ 20 % des élèves français sont scolarisés dans l'enseignement privé), a soudain posé problème au moment précis où elle prenait la direction d'une administration, l'école publique, dont elle assumait ne pas être usagère.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

L'importance prise par les trajectoires individuelles des responsables politiques nommés Rue de Grenelle peut également s'expliquer par un renforcement de l'inquiétude des familles, soucieuses de positionner leurs enfants dans un marché scolaire de plus en plus concurrentiel. L'exemple du Royaume-Uni semble à ce titre éclairant.

Aujourd'hui, être issu d'une scolarité coûteuse dans des établissements élitistes est « *plutôt considéré comme un handicap aux yeux de l'opinion publique* », selon Aaron Reeves, chercheur spécialiste de la reproduction des élites à l'université d'Oxford, qui rappelle que « *Rishi Sunak* [le premier ministre britannique] a été attaqué sur ce point », tandis que son prédécesseur Boris Johnson (2019-2022) a réussi « *à se faire en quelque sorte pardonner ses privilèges* ». Le collège privé ultra-huppé d'Eton, où Boris Johnson et David Cameron (2010-2016) ont étudié, affiche des tarifs avoisinant 50 000 livres (58 500 euros) par an !

Lire aussi la tribune | [« Le système éducatif mérite de profondes transformations, mais pas en regardant dans le rétroviseur »](#)

Dans le même temps, toujours selon M. Reeves, les grandes universités comme Oxford tentent une plus grande ouverture sociale, déclenchant, en retour, la frustration de familles fortunées qui ont investi dans des lycées coûteux. La compétition scolaire, au Royaume-Uni, est donc d'autant plus brutale qu'elle est plus ouverte et que les candidats aux meilleures places sont plus nombreux.

« Quasi hégémonique »

Les logiques de reproduction sociale ont beau être moins implacables en France, les privilèges géographiques et de classe dans l'accès aux meilleures filières contredisent l'idée de méritocratie républicaine. Selon un rapport de l'Institut des politiques publiques de 2021, la performance scolaire n'explique pas à elle seule l'accès aux classes préparatoires et la réussite aux concours des grandes écoles : « *La moitié des élèves des 10 % des grandes écoles les plus sélectives viennent de seulement 8 % des lycées français* », résume Julien Grenet, cosignataire du rapport.

Lire aussi le récit | [Le supplice d'Amélie Oudéa-Castéra, engluée dans des polémiques sans fin](#)

Une autre étude coordonnée par le chercheur Marc Oberti publiée en 2022 a également démontré que les chances d'accès à Sciences Po Paris étaient décuplées pour les habitants de seulement cinq arrondissements de la capitale, qui envoient plus de candidats dans cet établissement que cinq grandes régions françaises réunies. « *Un énorme problème au regard du fait que Sciences Po tient une*